

L'«odyssey» de Luc Chatel dans le privé

L'ancien maire ministre qui vient d'être réélu pour trois ans à la présidence de la Plateforme Automobile préside aussi un groupe d'établissements scolaires français privés à l'étranger.

On a appris cette semaine que Luc Chatel avait été reconduit pour trois ans à la présidence de la Plateforme Automobile qui représente la filière automobile en France. Ainsi en a-t-il décidé un conseil de dirigeants de constructeurs et d'équipementiers ainsi que des associations professionnelles du monde de l'auto (Renault, PSA, Valéo, Plastic Omnium, Michelin, Faurecia, etc.).

Pourtant, sous le titre

«L'ex-ministre Luc Chatel fait un casse au Salon de l'Auto», le Canard Enchaîné avait consacré il y a quelques mois un long article aux problématiques financières et organisationnelles de la PFA, soulignant que le salaire de l'ancien secrétaire d'Etat à l'industrie à la tête de ce «lobby de la bagnole» était particulièrement florissant...

Avec la famille Mulliez comme actionnaire

Depuis qu'il a quitté son poste de député de la Haute-Marne, en 2017, Luc Chatel, désormais domicilié avenue Mozart, dans le 16^e arrondissement de Paris, est aussi associé de la société d'investissement Ekkio Capital. Depuis quelques mois, l'ancien ministre de l'Education nationale est également devenu président d'Odyssey, un groupement d'établissements scolaires français privés à l'étranger (Casablanca, Bucarest,

Bruxelles), allant de la maternelle au lycée.

Odyssey ambitionne de gérer d'ici à 2025 une dizaine de nouveaux établissements. La famille Mulliez (Auchan, Décathlon, etc.) est actionnaire à hauteur de 11 millions d'euros de cette société qui a son siège à Paris, boulevard Malesherbes, et dont le directeur général n'est autre que Jonathan Derai, chef de cabinet de Luc Chatel lorsque ce dernier était ministre de l'Education nationale.

une offre unique, adaptée à des familles de toutes nationalités et qui prépare les élèves à intégrer les meilleures universités dans le Monde».

L'«offre adaptée» consiste tout de même à demander, à Bruxelles, un droit de préinscription de 1000 euros par élève puis 8 750 euros par an de frais de scolarité en maternelle, 9500 euros en élémentaire, 9900 euros au collège et au lycée...

En Roumanie et au Maroc, les prix sont moins chers mais restent tout de même élevés (42 000 dirhams soit 3906 euros pour la première inscription à Casablanca et 45 000 dirhams soit 4195 euros pour les frais de scolarité en maternelle).

Ça doit être le prix de l'«excellence» et du «dynamisme»...

C.P.

Coûts d'inscription : plusieurs milliers d'euros

Odyssey entend «conjuguer l'excellence académique française et le dynamisme des écoles anglo-saxonnes et internationales». Son site internet précise que «cette alliance du «meilleur des deux mondes» constitue

► LIBRE EXPRESSION

EHPAD et hôpital public oubliés

Une fois de plus, les citoyens ne sont l'objet de punitions venant des politiques. Il n'y a pas eu assez d'amendes, prétend le gouvernement, alors, il y a quelques jours, Gérald Darmanin a demandé aux préfets de sanctionner beaucoup plus largement et donné des ordres en ce sens aux forces de police et de gendarmerie.

Les amendes, c'est l'arbre qui cache la forêt. Non seulement, les restrictions constantes de nos libertés nous empoisonnent la vie : plus de contacts, le contrôle de tous nos mouvements... mais alors que depuis la fin du printemps, des médecins et épidémiologistes ne parlaient que de 2^e vague et que le gouvernement aurait eu le temps de mettre en place plus de lits d'hôpitaux, c'est le contraire qui a lieu, on continue à les supprimer. Merveilleuse diversion que de coller des amendes en espérant que personne ne réagisse.

Olivier Véran affirme il y a peu aux journalistes qui le questionnent sur l'hôpital public qu'il est impossible de former des médecins réanimateurs en si peu de

temps. Ouvrir des lits, payer les soignants des EHPAD et des hôpitaux correctement, tenter de leur redonner envie de travailler dans un métier qu'elles/ils ont choisi pour finir par le quitter parce que la pression de services de plus en plus démunis était trop forte, c'était possible, ça n'a pas été fait. Alors, c'est la société toute entière qui paie et continue à être infantilisée. On avait déjà donné au printemps (1) et ça continue.

Pourquoi ces décisions qui nous désocialisent de plus en plus? Qui ne souffre pas de ne plus pouvoir voir ses connaissances, ses amis, de ne plus avoir de vie sociale, sportive, culturelle? C'est quoi le bonheur, le petit bonheur de tous les jours, si ce n'est pas les liens que nous entretenons les uns avec les autres?

Tout autour de moi, des connaissances et des amis supportent mal la situation, passent par des phases de dépression et songent parfois au pire. Une étude sur les étudiants français durant le premier confinement montre à quel point les jeunes sont fragilisés par

le premier confinement (stress, angoisse, idées suicidaires). La santé mentale et psychologique des citoyens, on en parle quand?

La démocratie est en berne. Le Parlement a disparu des radars, tout se décide sans nos députés. Comment les politiques qui abusent actuellement de leurs pouvoirs peuvent-ils ignorer qu'à terme pour que des mesures fonctionnent, il faut qu'elles soient proportionnelles, comprises et acceptées, qu'il est nécessaire de dialoguer et de sortir d'une position de défiance vis-à-vis de la société toute entière?

Le 27 février dernier à la Pitié-Salpêtrière, le Dr. Salachas interpellait Emmanuel Macron et lui demandait de sauver l'hôpital public. Lors de cette même rencontre, Emmanuel Macron promettait de «faire ce qu'il faut». Qu'a-t-il fait?

Edith Meyer

(1). Nous faisons alors partie de la vingtaine de départements où l'accès à tous les espaces verts était interdit par arrêté préfectoral.

► COUDÉES FRANCHES Ça déménage



La direction départementale des finances publiques a quitté le mois dernier la rue Bouchardon (notre photo) pour s'installer rue de Lorraine, près du cimetière Clamart. Des agents qui s'inquiètent du devenir des finances publiques en Haute-Marne avec la fermeture des trésoreries et les suppressions d'emplois depuis plusieurs années se demandent avec ironie s'il faut y voir un symbole...

Mais on pourrait leur rétorquer qu'ils sont aussi près de la salle des fêtes...